

PRIORITÉS COMMUNAUTAIRES POUR UN QUÉBEC PLUS FORT

Ce que les Québécois d'expression anglaise
devraient pouvoir attendre de leur gouvernement

LES QUÉBÉCOIS D'EXPRESSION ANGLAISE FONT PARTIE DU QUÉBEC.

Nous vivons, travaillons, élevons nos familles, créons des entreprises, faisons du bénévolat, créons, étudions et contribuons à des collectivités partout au Québec. Nos écoles, établissements de santé et de services sociaux, organismes communautaires et culturels et réseaux locaux ont contribué à bâtir le Québec et continuent de le renforcer.

En vue de la prochaine élection provinciale, TALQ s'est entretenu avec des Québécois d'expression anglaise et des organismes communautaires œuvrant en santé et services sociaux, éducation, emploi, développement économique, jeunesse et aînés, arts et culture, patrimoine et développement régional.

D'une région et d'un secteur à l'autre, les mêmes préoccupations sont revenues. Le message ne se résumait pas à demander au gouvernement de dépenser davantage ou de créer plus de programmes. Les Québécois d'expression anglaise souhaitent une relation plus constructive et plus fiable avec leur gouvernement provincial.

Cela se résume à cinq priorités concrètes...

1. RECONNAÎTRE QUE NOUS FAISONS PARTIE DE L'AVENIR DU QUÉBEC

Les Québécois d'expression anglaise ne devraient pas être considérés uniquement sous l'angle des lois linguistiques ou de l'accès aux services en anglais.

Nous sommes des travailleurs, employeurs, entrepreneurs, étudiants, artistes, bénévoles, contribuables et leaders communautaires. Nos institutions et organismes contribuent à la vie économique, sociale et culturelle du Québec.

Nous reconnaître, c'est considérer les Québécois d'expression anglaise comme faisant partie intégrante du Québec et tenir compte de nos communautés dans les décisions sur l'avenir de la province.

Le prochain gouvernement devrait :

- reconnaître les Québécois d'expression anglaise comme des membres à part entière et durables de la société québécoise;
- reconnaître l'expertise des organismes de la communauté d'expression anglaise et leur contribution à la recherche de solutions; et
- veiller à ce que les ministères tiennent compte des réalités et de la contribution des communautés d'expression anglaise dans l'élaboration des politiques et programmes.

Il ne s'agit pas d'un statut particulier. Il s'agit de faire reconnaître notre place au Québec et de pouvoir y contribuer pleinement.

2. PARLER AUX COMMUNAUTÉS AVANT DE PRENDRE DES DÉCISIONS.

Trop souvent, les communautés d'expression anglaise apprennent l'existence d'une nouvelle loi, politique ou décision gouvernementale une fois les choix importants déjà faits.

Il peut alors être trop tard pour signaler les répercussions possibles sur une école, un service de santé, une communauté régionale, un employeur, un organisme culturel ou un citoyen.

Les organismes communautaires travaillent chaque jour directement avec la population. Ils savent souvent où les problèmes se présentent et comment les décisions gouvernementales fonctionnent dans la pratique.

Le gouvernement devrait profiter de cette expertise avant que les décisions soient définitives.

Le prochain gouvernement devrait :

- consulter les communautés d'expression anglaise assez tôt pour que leur expérience puisse faire une différence;
- maintenir un dialogue régulier plutôt que de consulter les communautés seulement lorsqu'un problème survient; et
- informer les communautés des suites données aux conseils et aux préoccupations qu'elles ont soulevés.

Consulter ne devrait pas signifier multiplier les rencontres. Il s'agit d'écouter les personnes concernées pendant qu'il est encore temps d'améliorer une décision.

3. DÉSIGNER UN RESPONSABLE AU SEIN DU GOUVERNEMENT

Les enjeux qui touchent nos communautés concernent plusieurs secteurs du gouvernement, notamment la santé, l'éducation, l'emploi, l'immigration, la culture, le développement économique et les affaires régionales.

Il faut une instance permanente au sein du gouvernement pour veiller à ce que ces enjeux ne tombent pas entre les mailles des différents ministères.

Le prochain gouvernement devrait :

- rendre permanent le bureau gouvernemental responsable des relations avec les Québécois d'expression anglaise;
- lui donner la capacité de travailler avec l'ensemble des ministères;
- maintenir un groupe consultatif permanent composé de membres des communautés d'expression anglaise de partout au Québec;
- établir des mécanismes réguliers de collaboration entre les organismes communautaires et le gouvernement; et
- préciser qui est responsable du suivi lorsqu'un enjeu touche plusieurs ministères.

L'objectif est simple : les Québécois d'expression anglaise devraient savoir qui est responsable et pouvoir compter sur cette responsabilité malgré les changements de ministres ou de gouvernements.

4. FAIRE EN SORTE QUE LES DÉCISIONS GOUVERNEMENTALES FONCTIONNENT DANS LA VRAIE VIE

Une politique peut sembler raisonnable sur papier, mais créer des problèmes lorsqu'on tente d'accéder à un service ou à un programme.

Les règles peuvent être interprétées différemment d'un ministère, organisme ou région à l'autre. Le personnel de première ligne peut manquer d'information claire. Les personnes et les organismes peuvent alors faire face à des formalités inutiles ou recevoir des réponses différentes selon leur interlocuteur.

Les Québécois d'expression anglaise devraient pouvoir s'attendre à ce que les règles et les engagements du gouvernement soient appliqués clairement et uniformément.

Le prochain gouvernement devrait :

- veiller à ce que les politiques touchant les Québécois d'expression anglaise soient appliquées uniformément partout au Québec;
- fournir aux fonctionnaires et aux prestataires de services des renseignements clairs sur leurs responsabilités;
- repérer rapidement les problèmes lors de la mise en œuvre d'une nouvelle politique; et
- éliminer les obstacles administratifs inutiles qui compliquent l'accès aux programmes et services pour les personnes et les organismes communautaires.

Personne ne devrait avoir à devenir expert en administration publique simplement pour comprendre ses droits ou le fonctionnement d'un programme.

5.

AIDER LES COMMUNAUTÉS D'EXPRESSION ANGLAISE À DEMEURER FORTES PARTOUT AU QUÉBEC.

Des communautés fortes dépendent de bien plus que des services gouvernementaux. Elles reposent aussi sur les organismes locaux, les institutions, les employeurs, les bénévoles et les réseaux qui rassemblent les gens et créent des possibilités de vivre et de travailler dans leur communauté.

C'est particulièrement important hors de Montréal, où les changements démographiques, les pénuries de main-d'œuvre, le départ des jeunes et les ressources organisationnelles limitées peuvent menacer la vitalité à long terme des communautés d'expression anglaise.

Les organismes communautaires accomplissent souvent beaucoup avec peu de ressources. Ils mettent les gens en contact avec les services, aident les nouveaux arrivants et les aînés, soutiennent les jeunes, préservent la culture et le patrimoine locaux, favorisent l'emploi et l'entrepreneuriat et rassemblent les communautés.

Le prochain gouvernement devrait :

- aider les organismes communautaires à développer la capacité à long terme nécessaire pour servir leur région;
- favoriser les possibilités pour les Québécois d'expression anglaise de vivre, travailler, faire carrière et élever leur famille partout au Québec;
- renforcer les institutions et organismes qui contribuent à la vie économique et communautaire locale; et
- accorder une attention particulière aux possibilités permettant aux jeunes de demeurer liés à leur région d'origine.

Des organismes et des institutions solides profitent à leurs régions et à l'ensemble du Québec.

CE QU'IL FAUT RETENIR

Les Québécois d'expression anglaise ne demandent pas à se tenir à l'écart du Québec.

Nous demandons à y participer pleinement.

Cela signifie être reconnus comme faisant partie de l'avenir du Québec, être entendus avant que des décisions importantes soient prises, savoir qui au gouvernement est responsable de nos préoccupations, voir les politiques gouvernementales appliquées de façon juste et uniforme et pouvoir compter sur des communautés et des institutions fortes qui nous permettent de contribuer.

Ce sont des attentes concrètes envers le gouvernement.

Une relation plus forte entre le gouvernement du Québec et ses citoyens d'expression anglaise peut renforcer nos communautés — et le Québec dans son ensemble.

talq

Rassembler.
Échanger.
Vivre au
Québec.

Canada 

TALQ reconnaît le soutien financier du gouvernement du Canada et du Plan d'action pour les langues officielles 2023–2028 : Protection-promotion-collaboration, par l'entremise des ministères du Patrimoine canadien, d'Emploi et Développement social Canada et de Justice Canada.